

Fonction publique/Réformes

Le paiement au trentième, une pilule difficile à avaler

R.H.A

Libreville/Gabon

C'est l'un des projets d'ordonnance présenté par le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogan-daga lors du Conseil des ministres du 23 février 2018 qui l'a approuvé. Même si la date d'application n'est pas connue, les fonctionnaires affichent déjà grise mine.

L'INFORMATION a été livrée lors du Conseil des ministres du 23 février courant. Les fonctionnaires seront désormais payés au trentième. Dans le communiqué final dudit Conseil des ministres, il est indiqué: "l'instauration du paiement au trentième pour que le versement de la rémunération se fasse désormais au prorata du nombre de jours travaillés". En clair, il s'agit de procéder à un système de pointage afin de comptabiliser les jours

d'absence des fonctionnaires à leur poste de travail et de ne payer que les jours travaillés. Une pilule amère et difficile à avaler pour ces agents publics qui disent ne pas comprendre cette réforme.

Pourtant, l'information avait déjà été donnée par le ministre de la Fonction publique chargé de la Réforme de l'État, Jean Marie Ogan-daga, à l'entame de sa campagne d'information sur la gestion des ressources humaines qu'il a initiée la semaine dernière à travers les différents départements ministériels.

« Nous sommes là, parce que notre administration est très décriée : que nous ne sommes pas capables de donner un service public aux usagers, parce que l'agent qui est à la réception ne sait pas pourquoi il est là, qu'il vienne ou pas, il est payé. Mais je vous dis, dans les tout prochains mois, nous allons



Photo : R.H.A

Le paiement au trentième à peine annoncé provoque déjà des grincements de dents.

entrer dans le paiement au trentième. Ce qui veut dire que les absentéismes, c'est fini !», avait-il laissé entendre mercredi dernier, face aux agents des ministères de l'Economie et de la Défense nationale.

Si la date d'instauration de cette mesure n'a pas encore été donnée, les concernés commencent à s'interroger sur les contours de celle-ci. Quelques morceaux choi-

sis: « Le ministre a-t-il pensé aux heures supplémentaires ? Nous savons que 15h30 n'est pas l'heure de bouclage dans toute notre administration. Qu'il tienne aussi compte de cet aspect dans ses réformes. »; « Est-ce que du 25 au 25 du mois on n'a pas 30 jours ? »; « Pour procéder au pointage, il n'a pas besoin de décaler la date du paiement ! »; « La raison avancée par ce ministre ne m'a

pas convaincu. »; « Je suis certaine qu'un jour, il viendra nous dire qu'on sera payé le 05 du mois. »; « Avec lui, il faut s'attendre à toute sorte de décision »; « Pourtant, le mal de la Fonction publique est connu »; « Est-ce en instaurant ce trentième que les lignes pourront bouger ? Il est à craindre que par cette décision et celle relative au service rendu, le ministre ne donne un coup de canif à la trêve sociale. »

Ici et ailleurs

•Cinéma  
Une société de droits d'auteur obtient 1,6 M d'euros

Une société de droits d'auteur russe, dirigée par le cinéaste Nikita Mikhalkov, a remporté hier devant un tribunal de Moscou la dernière manche d'une querelle judiciaire qui l'oppose à la branche locale de la société informatique américaine Hewlett Packard. Un tribunal commercial de Moscou a confirmé en appel une décision selon laquelle Hewlett-Packard doit rembourser 108 millions de roubles (plus d'un milliard de francs CFA au taux actuel) de droits d'auteur à cette société, a rapporté l'agence spécialisée Rapsi

•Technologies

Congrès mondial de la téléphonie mobile à Barcelone

Le Congrès mondial de la téléphonie mobile (MWC) organisé par l'Association mondiale des opérateurs (GSMA) a ouvert ses portes hier à Barcelone pour quatre jours consacrés aux dernières innovations.

Le MWC, qui a débuté avec une visite du roi Felipe VI dans la matinée, attend plus de 100.000 visiteurs. Il se déroule dans un contexte encore tendu entre Madrid et les indépendantistes catalans après la tentative de sécession d'octobre 2017. Dimanche soir, deux petites manifestations pour et contre la monarchie ont eu lieu à Barcelone.

•Mode

Le Vatican prête des œuvres d'art à une exposition



Photo : AFP

Le Vatican prêtera environ 40 œuvres d'art ecclésiastique au Metropolitan Museum de New York dans le cadre d'une exposition organisée sur le thème de la mode et de la religion catholique, ont annoncé hier les organisateurs.

Certaines de ces œuvres provenant de la sacristie de la Chapelle Sixtine "n'ont jamais pu être vues en-dehors du Vatican", assure un communiqué des organisateurs. Ces œuvres, parmi lesquelles des anneaux et des tiaras portés par différents papes, couvrent une période de plus de 15 papautés entre le XVIIIe et le début du XIXe siècle.

Rassemblés par SNN

Education/Ouverture hier à Libreville du Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemen (Pasec)

On réfléchit à l'amélioration du niveau de l'enseignement dans l'espace francophone

F.S.L

Libreville/Gabon

En procédant à l'ouverture de cette rencontre à laquelle prennent part, jusqu'au 2 mars prochain, 84 participants venus de 15 pays d'Afrique francophone, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a souligné l'importance d'un capital humain bien formé et l'impérieuse nécessité pour une nation, aspirant au développement, a en disposer.

QUATRE-vingt - quatre participants venus de quinze pays francophones d'Afrique subsaharienne sont réunis depuis hier matin à l'hôtel Boulevard de Libreville, et ce jusqu'au 2 mars prochain, dans le cadre des travaux du deuxième regroupement international des équipes nationales du Pasec (Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la Confemen). Ce rendez-vous intervient après celui de 2014. Comme objectif retenu, il s'agit, entre autres, d'évaluer et de réfléchir à l'amélioration du niveau de l'enseignement dans l'espace francophone. Organisée par la Conférence des ministres de l'Education nationale des Etats et gouvernement de la Franco-



Photo : D.R

De g à d : Nadine Patricia Anguilet Obame, ministre de l'Education nationale, Emmanuel Issoze Ngondet, Premier ministre, et Jacques Ki Boureima, secrétaire général de la Confemen.

phonie (Confemen), cette rencontre vise également à présenter les enjeux de la mise à l'essai des instruments du Pasec 2019 et le projet de l'enquête sur les enseignements, la validation d'un calendrier commun pour la préparation et la réalisation des activités dans les 15 pays, la présentation des livrets et procédures techniques.

En présidant la cérémonie d'ouverture, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a souligné l'importance d'un capital humain bien formé et l'impérieuse nécessité pour une nation, aspirant au développement, à en disposer.

« Nous en avons fait, à juste titre, le sixième objectif stratégique de notre PSGE (Plan stratégique Gabon émergent), et continuons à y accorder le plus

grand intérêt. A cet effet, nous ambitionnons de doter notre pays d'un système d'enseignement primaire de qualité, susceptible d'impacter les niveaux du secondaire et, in fine, du supérieur. Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, voit la formation d'un capital humain de qualité, non comme une intention, mais comme une exigence politique et économique. En effet, sans un capital humain de qualité, aucune nation ne peut prétendre à un développement social, politique et économique, quelles que soient les ressources économiques dont elle peut disposer», a-t-il indiqué. DROIT• Offrir une éducation de qualité est un droit pour les citoyens et constitue un facteur incontournable de maintien des



Photo : D.R

L'assistance composée des participants venus de 15 pays francophones d'Afrique subsaharienne.

actifs scolaires, mais aussi une assise de tout effort de développement basé sur l'équité et la justice sociale. L'éducation reste donc le moyen le plus sûr et le plus pertinent pour garantir l'égalité des chances et un bien-être pour tous de manière durable.

Pour la ministre de l'Education nationale et présidente en exercice de la Confemen, Nadine Patricia Anguilet Obame, l'évaluation des acquis des élèves et des enseignements constitue un outil important dans le pilotage de nos systèmes éducatifs. « Celui de notre pays pourrait ainsi apprendre beaucoup des autres pour s'améliorer davantage et gagner de plus en plus en efficacité (...) Nous sommes donc contraints de tenir le pari de cette

deuxième évaluation internationale du Pasec», a-t-elle souligné.

De son côté, Jacques Ki Boureima, secrétaire général de la Confemen, a relevé que la présente rencontre contribue à mieux cibler les politiques éducatives pour plus d'efficacité, d'équité et de réussite des apprenants. « C'est pourquoi, la Confemen a créé en 1991 le Pasec, qui a réalisé des évaluations nationales dans la quasi-totalité des pays de la Francophonie d'Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient (Liban) et en Asie du Sud-Est (Cambodge, Laos et Vietnam) », a-t-il déclaré.

Il ne reste donc plus tout simplement qu'à attendre le 2 mars prochain pour découvrir les résolutions auxquelles les participants vont parvenir.